

1

Malgré ces avancées, philosophique et sociale, 1905 (laïcité),1946 (CNR),Mai 1968, ces luttes n'ont pas changé ce système. Système est aujourd'hui remis en cause, par la pollution, la destruction des réserves de notre terre.

Est-ce :

LE TEMPS D'APRES <<LES JOURS HEUREUX>

Partons de l'avant pandémie,
de l'espoir des lendemains auquel nous aspirons, au centre de l'intérêt , l'être humain.
Cette longue période, de peurs, de difficultés, de fatalité, s'encre au plus profond de nous-mêmes.
Plus rien ne semble pouvoir changer.
Un grand nombre s'abstient de voter. Les partis sont à la peine.Le droit de manifester est bafoué.
Le passe sanitaire est institué. Violence , manipulation médiatique, démontre que notre démocratie est au bord de la mort.

Les crises de 1968 ,1973, 2008, 2019, devenues incessantes, nous rappellent, que tout notre peuple et nous même devons reconsidérer le monde libéral, l'économie du grand capital.
Sinon ,nous ne parviendrons pas à changer durablement cette société .

La difficulté est, comment se débarrasser de ce système.Il déconstruit toutes les avancées gagnés pendant les années précédents.

Posons-nous ces questions.

1 QUELLE CONCEPTION DU BONHEUR? ; quel besoin, peut-être aujourd'hui l'inspiration de notre peuple?

2 L'URGENCE ÉCOLOGIQUE; ne doit-elle pas être déterminée dans le sens d'une écologie sociale ?

3 QUELLE NOTION DE GESTION GOUVERNANCE ; du commun de propriété des ressources , au travers de l'articulation entre mondial, le national, et le local?

1 LE BONHEUR

.
Le bonheur est un état transitoire ; comme la lumière a besoin de l'ombre pour exister. Il succède à des passages de tristesse qui correspond à nos frustrations. En fait nous recherchons une égalité d'humeur. Une croissance personnelle. Une paix en soi avec les autres.

Les jours heureux, ne sont-ils pas plus adapté, que le temps d'après ?. Ne désigne-t-il pas la temporalité du bonheur?.

Essayons de prendre ce risque de définir une politique du bonheur.

Faut-il aller le chercher à marche forcée ?. « Le bonheur de tous, et de tous ceux à qui on définirai les composantes » .

Osons dire « il n'y a pas de bonheur, mais des conditions du bonheur ».

Sur plus de 70 ans ,une étude longitudinale a établi que le sentiment d'avoir eu une vie bonne et heureuse, dépendait plus sûrement du nombre de relations établies durant l'existence et la profondeur de ses relations et de liens que la profusion des biens ». Je confirme, mon parti m'a apporte du bonheur, le porte-à-porte, connaître et échanger fait partie du bonheur.

Il reste que la misère, ou la dépendance économique de couple , de femme ou d'homme seul, empêche d'évidence de trouver la sérénité.

2

C'est là bien sûre, que la politique de la répartition des richesses peut intervenir, pour empêcher l'accaparement des ressources de tout ordre par une partie infime de la société

Hannah Arendt politologue, philosophe allemande et journaliste, mentionne que sans accès aux ressources vitales l'individu n'a pas même la liberté d'être libre.

Les jours heureux passent aussi par la reconnaissance de la contribution de chacune et de chacun,, Que ce soit dans l'emploi, ou dans toute autre activité utile socialement. Cela passe aussi par le travail d'une paix collective, en se souvenant que sans les autres nous ne sommes rien.

Il nous faut réfléchir sur un salaire, de droits politiques en Europe, tendant à devenir universels. Que ce salaire ne soit plus une négociation marchande, mais permettant à chaque individus de vivre dignement

A une baisse drastique du temps passer dans l'entreprise

A définir la différence entre le travail, et l'emploi

Il faut penser à éduquer, la population, et celle de l' Europe.

La consommation telle que l'on nous l'impose attise nos besoins primaires. Cette dernière nous fait oublier ,telle la beauté de l'art, la recherche de la vérité, l'éducation à la mesure de l'essentiel (le savoir, penser, rêver ,tout est là)

Il nous faut penser, à l'éducation permanente des adultes, pour ce faire la philosophie a un rôle à jouer, quand il s'agit de la philosophie comme connaissance de soi-même.

Cette société sans contact doit nous amener à réfléchir sur la manière d'instruire et de transmettre. Les réseaux sociaux nous poussent ,et poussent désormais les jeunes à des comportements narcissiques, à vouloir être regardés et admirés.

Dans le même temps, ces jeunes ont besoin d'être regardé, aimé. Ces regards leurs permettent de se construire. Mais ces réseaux sociaux ne sont pas neutre.

Comment lutter contre ce que je nomme « la dictature de la pensée unique ».Alors que chaque individu grandit au contact d'autres

Nous devons réfléchir à ce que l'éducation, reste une affaire collective, et travailler à la coopération qui contribue aux savoirs communs.

La révolution numérique ? ou la pandémie ? ont-elles accéléré ce changement ?

Changer les esprits à long terme, c'est investir dans l' éducation, la culture, le social.

Un exemple de nos luttes se trouve dans le régime général de la sécurité sociale.

Mise en œuvre du programme national de la résistante, théâtre de bataille, imposer à l'État, par la CGT , le PCF, et les luttes.

Peuple représenté par Ambroise Croizat ,ministre PCF de Novembre 1945 à Décembre 46.

Seul ouvrier ministre des travailleurs depuis 1906 ,jusqu'à ce jour ,il a construit ce régime général de la sécurité social, pour le bien de toutes et de tous.

Il meurt à l'âge de 50 ans.

1 million de nos concitoyens suivent le cortège. Il n'y a jamais eu autant de monde pour un enterrement.

Nous pouvons alors nous poser cette question.

Aujourd'hui, ce morceau de notre histoire est totalement oublié. À ce sujet écoutons la conférence de Bernard Frio de 2017 « quoi je dis oui »

PEUT-ÊTRE POUVONS-NOUS RENOUER, ET DÉVELOPPER L'IDÉE D'UNE SÉCURITÉ SOCIALE, PENSER COMME UNE INSTITUTION DU SALAIRE SOCIALISÉ DES TRAVAILLEURS.

3

Les jours heureux, ne peuvent se passer de l'autonomie de chaque individu. En contradiction avec cette minorité qui nous impose leurs lois, à la liberté de conscience, de circuler, d'agir, de partager, d'œuvrer et de donner du sens à son, à nos existences.

La question des besoins, passe par l'égalité d'accès à tout type de ressources, ainsi que la reconnaissance de la contribution, et de la place de chacun, aussi bien symboliquement que matériellement.

En clair, construire une société sans classes.

Le bonheur est dans la finalité du partage, des richesses, tant matérielles, que philosophiques dans une société plus sobre, tournée vers l'usage collectif et raisonnée de nos ressources.

L'URGENCE ÉCOLOGIQUE, PEUT-ELLE ÊTRE LA PRÉMICE DES JOURS HEUREUX?

Le 9 août dernier, le rapport du Giec confirme la gravité du dérèglement climatique déjà mesurable avec plus de 1,1° de réchauffement. Les conséquences : feu de forêt (Canada, Russie, Grèce, France) disparition de la banquise.

Des 1973, le philosophe norvégien Arne Naess, (1912-2009) fondateur de « l'écologie profonde » démontre nos liens sur l'écosphère et la nature. Il critique le fondement de nos productions, et ses dégâts environnementaux. Naess affirme « le droit de toute forme de vie à vivre est un droit universel qui ne peut pas être quantifié. L'humain n'a plus ce droit particulier de vivre et de s'étendre d'une autre espèce ». L'écologie profonde « passe par l'appréciation d'une bonne qualité de vie plutôt que l'adhésion à des standards de vie plus élevée. Il faut prendre conscience de la différence entre « bonne qualité » et « course à un niveau de vie extrêmement élevé » (ce qui serait néfaste à la nature)

L'industrialisation et l'exploitation incessante des ressources naturelles.

Il y a 30 ans, les experts du Giec avaient déjà anticipé par leur calcul cette évolution du niveau des océans, fonte des glaciers plus rapide que prévu, perturbation des écosystèmes, système océanique en proie à une oxydation, risque d'apparition de nouveaux virus.

La déforestation, l'extension urbaine, les procédés intensifs de l'agriculture, et de l'élevage, les extractions de plus en plus profondes (gaz de schiste); le développement des moyens de transport nationaux, et internationaux, ont aboli les territoires spécifiques, ont empêché les régulations de virus entre espèces, et nous conduit à une détérioration de notre planète, et de la mise en danger de vie et de santé.

Placer l'humain en tant qu'espèce, parmi les espèces, ne peut exclure le principe de solidarité et de justice sociale.

Pour le capitalisme et certain lien politique, le bonheur humain, n'a pas plus de valeur que celui de l'existence de notre terre.

Le partage désintéressé des savoirs, et des avancées technologiques, la mise en commun des moyens financiers par l'impôt sont devenus ringards.

Il faut penser entre continuer à produire, dans l'intérêt commun de l'humain. prendre en compte la coopération, l'intégration des coûts sociaux et environnementaux dans le bilan de l'entreprise, afin d'arrêter la supercherie de la croissance, qui ne tient en compte de ce qui a gagné, sans jamais se demander ce que cela coûte. Il faut donc rapprocher le capital social, et le capital environnemental et la biodiversité.

LE MODE DE VIE CONSUMÉRISTE

Nos populations riches vivant en occident ne peuvent plus constituer une perspective de développement pour les peuples de notre planète.

4

QUEL NOTION DE GESTION DE GOUVERNANCE ?

Pouvons-nous continuer accepter que 50 % des gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère soit le fait de 10 % de la population mondiale le plus riche?

Devant cette réalité, Il nous faut donc inventer un nouveau modèle social, ce qui est en train de se poser en France, et à l'échelle du monde. Ce modèle passera par la recherche de réduction des inégalités sociales, que ce soit dans les pays riches, comme notre pays, ou encore dans les pays pauvres.

La mise en place d'incitation fiscale par les états, ne sera ni suffisante écologiquement ni acceptée socialement ; les classes moyennes Françaises ont vu depuis 2008 une baisse de leurs pouvoir d'achat, et je n'ose parler des smicards, des retraités, des sans-emploi et des jeunes. Des révoltes comme celles des gilets jaunes sont à craindre

Il nous faut donc examiner, la remise en cause du confort dont nous profitons. Pour faire se poser cette question « le confort tel que nous l'entendons apporte-t-il le bonheur, ou le détruit-t-il ? »

LE MONDIAL ,LE NATIONAL,LE LOCAL,

Ces valeurs, celles qui favorisent les relations avec les autres, laïcité par exemple, la liberté de conscience, la reconnaissance de la contribution de chacun de son autonomie, de son bien-être. Ces idées qui construisent des politiques égalitaires, pour lutter contre les entraves sociales libérales du bonheur. Nous devons les souhaiter, les rendre universelles

Rêvons aux jours heureux

Aujourd'hui ,face à la pandémie faisons notre la citation de Gramsci « c'est toute l'appropriation d'un sentiment de supériorité de certains sur les autres qui est ici ébranlé>>

Comment créer les convergences d'intérêts communs des différents acteurs de la société ,pour les mettre au service des autres, et non plus pour eux-mêmes ?

Il nous faut à tous les niveaux, donner à l'individu les moyens de sa participation au développement matériel, moral, intellectuel ou social et de privilégier l'esprit critique. Nous devons nous défaire du règne de l'individualisme que nous inflige cette société capitaliste. Articuler l'individu, l'hu-

main et le collectif, pour mettre en œuvre le bonheur des jours heureux, tant pour l'individu que pour ce qui nous ressemble et nous organise.
Je résumerai : construire une société démocratique au nom des valeurs universelles.

Il nous faut donner l'envie de traiter la démocratie comme un mode de vie personnel, comprendre que la démarche est un idéal moral . C'est alors se rendre compte que la démocratie est une réalité, uniquement si elle est réellement un mode de vie.

6

IL nous faut apprendre aux jeunes à être autonome, à faire confiance, à s'écouter, à mettre fin à cette culture de compétition. De la compétition de la comparaison et du dénigrement. Ils doivent sortir de la culture du tout smartophe pour se parler physiquement en présence des uns et des autres pour communiquer à partir de la réalité de la vie.
Nous savons par expérience que les individus grandissent au contact des uns et des autres à plus fortes raisons lorsqu'ils sont éloignés.

L'urgence écologique, est peut-être notre chance.

Pour enfin se tourner vers le vivant à l'échelle de ses territoires , de la planète, de son voisin comme de son prochain.

Pourrions-nous , nous essayer de penser le local comme l'espace-temps du bien commun, le national comme celui du bien public, et l'universel en lien avec l'humanité ?
Cette pensée pourrait permettre une autre vision des politiques d'extrême droite et autre homme providentiel.(1)

L'évolution du basculement progressif de la société vers la fin du monde libéral , de la crise climatique ,les nombreuses mobilisations citoyennes contre les grands projets inutiles en Europe témoignent de cette préoccupation grandissante ,de la prise en compte de l'articulation vivable entre le local et le global.
Et si les échelles de bien se définissaient à l'aune des biens ou ressources naturelles, nous redéfinirions juridiquement, politiquement, écologiquement économiquement en s'appuyant sur l'UNESCO.

Par exemple ,la forêt d'Amazonie est un bien national cependant c'est aussi le poumon vert de la planète et à ce titre il ne dépend pas uniquement des luttes en Amazonie. Il nous faut envisager sa défense à l'échelle mondiale au même titre que les océans.

Cela ne veut pas dire qu'il y ait une hiérarchie entre les biens et les ressources naturelles, bien au contraire un bien commun ici est un bien public là-bas, et pour l'humanité. Des pistes s'inventent aujourd'hui par des populations conscientes du danger pour le climat et imaginent des moyens de contrer la gestion du modèle capitaliste.

En 1972, Christopher Stone propose de donner le statut de sujet de droit à des arbres dans le contexte d'un conflit contre la société Disney. Cela donnera des années plus tard un livre : les arbres doivent-ils pouvoir plaider ? En 2008, la constitution équatorienne reconnaît la terre comme un sujet de droit. Mais c'est entre 2016, et 2018 que le mouvement s'accélère. On va se constituer une sorte d' internationale des rivières: des lois et des juges donne la personnalité légale à des bassins versants. Le 1er mai dernier, dans le journal The Guardian, on pouvait lire « désolé humide contre l'État de Floride ». C'est un symbole de voir, un 1er mai, c'est grande travailleuse – les zones humides – assigner un État américain est un entrepreneur privé pour ce projet un projet d'aménagement.

Dans ce contexte, il me semble nécessaire de réfléchir a une entité juridique mondiale

7

Elle nous pose question

À qui appartient les ressources des territoires ?

Quelles sont les normes de gouvernance de ceux ci ?

Ces questions seraient le point de départ, pour poser une nouvelle articulation entre local, national et le monde, dans des dimensions politiques ,juridiques et économiques.

Le social, comme l'écologie ne peuvent plus être le fruit d'un bras de fer entre ceux qui créent les richesses et ceux qui les accaparent, mais d'une compréhension des uns et des autres.

exemple

Aujourd'hui :-des écoles, des tiers lieux, des listes citoyennes, des AMAP, des assemblées de citoyens, des recrutements de spécialistes.

Hier :-des associations, des MJC, des jardins ouvriers, des révolutions, la commune, Le collectif, s'interroge, vit et réfléchit notre propre d'être ,dans les interstices de nos systèmes.

Comment définir nos institutions nationales, européennes, internationales ?.

Leur rôle pourrait être le soutien et l'engagement des expérimentations citoyennes et d'assurer le partage d'expérience ,et de globalisation des moyens de service et de la répartition des richesses. Elles pourraient être sous contrôle de représentation citoyenne (associations ,syndicats, ect)

Nous pouvons aussi rêver d'un droit international, démocratique qui s'imposera à tous les échelons. En n'oubliant pas de créer le local au risque de rester trop abstrait.

Le local est sans doute la grande condition par sa vérification, et son expérimentation concrète.

Dans certains domaines la dimension internationale est indispensable : la régulation des armes, la fiscalité et la régulation des dividendes, l'exploitation des ressources naturelles, le nucléaire, la recherche médicale, et scientifique le rôle des associations et ONG.

Au plan International, un ONU revigoré pourrait aussi avoir le rôle de faire bien vivre ses valeurs, à la double condition de faire disparaître le conseil de sécurité, fruit de la guerre froide, qui place une poignée de pays, –propre au dessus des autres, empêchant toute dynamique de coopération d'égal à égal.

D'autres expériences existent telles:

Ça me semble être la démarche des zapatistes lire « l'odyssée des zapatistes rassemblés en Europe » L'Humanité du vendredi 13 août 2021.

Pour les Zappas quelques extraits et idées. « les luttes ne connaissent aucune frontière ». Un groupe de zapatistes « l'escadron 421 est symbolique, il représente le mouvement tout entier mais sans s'exprimer en son nom, l'escadron n'est pas là pour ça, il ne prend pas la parole, mais

les sept éclaireurs écoutent et notes consciencieusement en ce qu'il a entendu, et ils rapporteront ensuite au sein de leur communauté.

Ce sont des observateurs, leur objectif étant de partir à la recherche de ce qui nous rend égaux. Ils incitent, toute personne qui ont pour vocation, engagement, horizon les arts, et les sciences, à les accompagner à distance dans leur navigation, et leurs pas, qu'ils les aident à diffuser, que 8

8

c'est dans la science, du savoir, et des arts que repose la possibilité non seulement de la survie de l'humanité, mais aussi du monde nouveau.

Ces idées ne viennent pas simplement de moi, elles proviennent surtout d'un courant de pensée, de lecture, qui me semble t'il, alimente d'une manière positive, ma conscience de communiste pour un monde de bonheur, et de jours heureux

A Boutroue
Section de Villers st Paul
alain.boutroue@orange.f

(1)

Afin d'en terminer avec l'homme providentiel, il serait bon d'aborder l'idée d'un 6^{eme} République

La commune de Paris est précurseur

la commune de Paris du 4 mai 1871 cumul de traitement, après avoir fixé début avril, une rémunération maximum pour les fonctionnaires.

Si on compare la Ve République : la dernière loi de 2014 à améliorer les choses s'agissant des parlementaires, mais il leur est bien difficile de s'y faire.

la proposition du groupe de travail sur l'avenir des institutions de limiter le cumul des mandats dans le temps est passé aux oubliettes. Il faudra encore du temps avant une participation plus large de tous aux fonctions électives.)

Sur cette question et ceci pour en finir avec le professionnalisme des élus

Je propose que nous limitions les mandats à trois, dans la vie d'un élu (qu'il soit maire, Conseiller départemental, régional, député, ministre, ainsi que de redéfinir notre République

Un statut du candidat, et de l'élu. Pour ce dernier une formation professionnelle, ainsi qu'une garantie d'emploi

Alain Boutroue section: Villers ST Paul. FD Oise

Tapez pour saisir le texte